

Gagnon, Mona-Josée, *Le syndicalisme : état des lieux et enjeux*

Michèle Bilodeau

Volume 50, numéro 3, 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/051042ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/051042ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bilodeau, M. (1995). Compte rendu de [Gagnon, Mona-Josée, *Le syndicalisme : état des lieux et enjeux*]. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 50(3), 663–666. <https://doi.org/10.7202/051042ar>

authors highlight the factors of change in the industry or company, and how they were played out in the particular situation. Finally, their theory, and the propositions derived from it, provide academic researchers a new gold mine for testing our understanding of changing labour-management relations. Perhaps at a future time we will be able to observe American unions playing a more active

role in fostering or forcing change to better balance the relationship between management and its employees (union or nonunion) than one finds in the current scene in many industries. It was a pleasure to read the book, and an added pleasure to review it.

RICHARD B. PETERSON
University of Washington

Le syndicalisme : état des lieux et enjeux

par Mona-Josée GAGNON, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, Coll. Diagnostic, 1994, 140 p., ISBN 2-89224-243-6.

À une époque où pour plusieurs la crise du syndicalisme met en cause son existence même, le volume de Mona-Josée Gagnon a pour mandat de « poser les jalons dans la réflexion sur le passé et sur le présent, mais surtout sur l'avenir du syndicalisme » (p. 10). En plus d'enseigner la sociologie à l'Université de Montréal, l'auteure travaille depuis vingt ans au Service de la recherche de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec. Son ouvrage constitue un matériel intéressant pour le grand public car il lui fournit les données essentielles pour se faire une idée précise et éclairée de la situation actuelle du syndicalisme et des défis qui se posent à lui s'il veut garantir son existence, comme acteur économique c'est sûr mais surtout, comme acteur politique.

La structure de l'ouvrage repose sur deux grandes parties. La première veut faire le point sur l'état actuel du syndicalisme pour y parvenir l'auteure discute, à l'intérieur de trois chapitres, de l'encadrement juridique des relations du travail, de la syndicalisation et enfin de la composition du paysage syndical. Après avoir établi au début du chapitre un que les modes d'accès à la syndicalisation sont prescrits par l'encadrement juridique, Gagnon ajoute que la loi est vitale au fonctionnement des syndicats car elle leur donne les assises pour obliger

les employeurs à négocier. Vient ensuite une description concise de l'appareillage juridique. Enfin, l'auteure présente deux cas particuliers au Québec, le secteur public et celui de la construction. De son avis, les régimes d'encadrement juridique de ces secteurs ne satisfont à peu près personne, bien qu'ils soient sujets à de fréquentes modifications. Selon nous, l'intérêt de ce chapitre est qu'il met en relief le rôle politique du syndicalisme. Comme on le sait, les lois sont le résultat de pressions exercées par différents groupes et si le mouvement syndical souhaite voir adopter des lois en sa faveur, il y va de son intérêt de s'impliquer en tant qu'acteur « politique ». Et Gagnon montre de façon claire qu'au Québec l'action syndicale dans la sphère publique a été permise et facilitée par l'encadrement juridique.

L'auteure amorce le chapitre deux en prévenant le lecteur de se méfier des statistiques en raison du choix méthodologique caché derrière les analyses. Elle continue en présentant deux faits irréfutables, selon elle, de la situation québécoise : l'encadrement juridique des relations du travail encourage la syndicalisation tandis que l'évolution du marché du travail, caractérisée par une hausse des emplois précaires dans les entreprises de services, la freine. Ensuite, sans contester le succès de la syndicalisation, l'auteure y met un

bémol en s'interrogeant sur son plafonnement possible et sur la capacité des organisations syndicales de recruter de nouveaux membres afin de neutraliser les pertes encourues lors des fermetures d'entreprises.

Dans le dernier chapitre de cette première partie du livre, l'auteure examine la composition du paysage syndical. Elle signale d'abord la multiplicité des syndicats dans un contexte marqué par le monopole syndical. Quatre centrales auxquelles sont affiliés des syndicats réunissant un membership de même nature côtoient un nombre toujours plus élevé de syndicats indépendants, rassemblant différents groupes professionnels qui ont pour dénominateur commun le même employeur. Par ailleurs, elle explique que le paysage syndical s'est transformé dès les années 1960 avec la féminisation accrue des effectifs et l'émergence d'un « féminisme syndical ». Enfin, complète-t-elle, des rivalités répétitives caractérisent les relations entre centrales tant au niveau des allégeances syndicales qu'à celui des stratégies développées par les syndicats en réponse aux politiques gouvernementales. Selon nous, l'auteure réussit fort bien à faire saisir au lecteur la dynamique qui prend place entre les centrales et les syndicats indépendants mais aussi entre les centrales elles-mêmes. Par contre, il nous semble qu'elle passe rapidement sur la question de la structure des centrales. Par exemple, une explication de la double nature du syndicalisme et comment celle-ci se transpose dans la structure aurait été bienvenue surtout que cette collection s'adresse à un public assez large. En somme, au terme de cette première partie, le lecteur aura pu se faire une idée globale de l'état du syndicalisme au Québec.

La seconde partie du livre fait le point sur les enjeux qui se posent au syndicalisme. L'auteure développe son argumentation au fil de cinq chapitres qui portent respectivement sur l'idéologie syndicale, sur la participation politi-

que du syndicalisme, sur les relations du travail, sur la spécificité du mouvement syndical québécois et sur l'identité du syndicalisme. L'idée maîtresse du chapitre quatre est le devoir des syndicats de mieux se positionner du point de vue idéologique. Après avoir précisé succinctement les idéologies qu'ont véhiculées pendant longtemps les organisations syndicales, l'auteure dit qu'au tour des années 1980 les centrales syndicales québécoises ont, selon un parcours propre à chacune, adopté l'idéologie réformiste, largement dominée par la pensée social-démocrate. Elle conclut qu'à un moment où les richesses à partager sont éparées, le mouvement syndical se doit de repenser et de préciser son projet de société en tenant compte de la nouvelle donne, soit les contraintes sévères exercées par l'environnement économique. La réflexion de l'auteure sur le syndicalisme et l'idéologie nous apparaît séduisante car tout au long du chapitre, on voit en filigrane comment le rôle politique du mouvement syndical suscite chez lui d'importantes remises en question au point de vue idéologique. Pour apprécier encore plus l'analyse faite dans ce chapitre, on gagnerait cependant à lire auparavant le chapitre suivant qui discute de la montée du syndicalisme en tant qu'acteur politique de façon à être mieux campé.

Au Québec, la Révolution tranquille a été le moment privilégié de la formation d'un nouveau champ politique auquel le mouvement syndical allait concourir de l'intérieur, ce qui lui conférerait une légitimité et un statut politique inédits. Différents modèles de consultation et de participation ont été mis en place et l'auteure s'attarde particulièrement, à l'intérieur du chapitre cinq, au mécanisme de concertation, un mode institué par le gouvernement péquiste au début des années 1980. Gagnon s'intéresse ensuite à la participation des centrales aux organismes administratifs et s'arrête notamment sur le cas de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, seule

véritable expérience de paritarisme au Québec, selon elle. L'auteure termine en disant que le choix qu'a fait le mouvement syndical d'être un acteur politique le place dans une situation souvent inconfortable et cela, principalement parce qu'il est de plus en plus souvent un partenaire de l'État et du patronat alors qu'il demeure fondamentalement le défenseur des intérêts des travailleuses et travailleurs. C'est là une des contradictions inhérentes au rôle politique du syndicalisme et vis-à-vis laquelle le mouvement doit sans cesse se positionner.

La transformation des relations du travail est l'objet du chapitre suivant. L'auteure s'intéresse d'abord aux facteurs de transformation du militantisme syndical tels par exemple la professionnalisation de l'exercice du militantisme et la complexité plus grande de l'action syndicale qui exige le développement de nouvelles compétences syndicales. Par la suite, elle discute de la tendance observée au rapprochement patronal/syndical et se questionne à savoir s'il s'agit d'un changement véritable de la nature des relations du travail et si cette propension à la coopération ne disparaîtra pas lorsque les conditions économiques seront plus favorables aux entreprises. Enfin, l'auteure réfléchit sur l'implication des syndicats dans les réorganisations du travail. Il s'agit certes d'une matière où les syndicats peuvent faire des gains importants mais ils doivent demeurer vigilants car ils avancent sur un terrain mouvant. En effet, là où les syndicats participent à la réorganisation du travail, c'est l'occasion d'expérimenter un nouveau genre de relations du travail et un nouveau type de fonctionnement syndical où le rapport à l'employeur se transforme (moins de conflits, plus de coopération).

Ensuite au chapitre sept, Gagnon a recours à la méthode comparative pour nous signifier que le pluralisme et l'action politique des syndicats ainsi que leur appui à la souveraineté nationale sont les principaux éléments qui diffé-

rencient le syndicalisme québécois des syndicalismes canadien et américain. Elle note par ailleurs que la représentativité des matériaux de recherche et l'accès aux données sont autant de problèmes qui se posent à toute recherche portant sur la spécificité du syndicalisme d'ici et qui veut aller au-delà des éléments identifiés précédemment. Il nous semble que l'analyse de la spécificité du syndicalisme québécois aurait été davantage à sa place dans la première partie de l'ouvrage car la présentation de l'auteure ne soulève pas de véritables enjeux, si ce n'est pour les chercheuses et chercheurs.

Au dernier chapitre, Gagnon examine la crise d'identité du syndicalisme québécois. D'une part, le syndicalisme doit gagner les luttes intestines qui minent trop souvent les syndicats à la défense d'intérêts professionnels hétéroclites, mais aussi il doit prévenir l'effritement des allégeances au profit des syndicats indépendants et du patriotisme d'entreprise. Ainsi seulement il s'affirmera comme mouvement et non pas comme la somme d'organisations. D'autre part, l'identité du syndicalisme est remise en question par le débat en cours dans les centrales et qui concerne la mission des organisations vue sous l'angle de l'étendue des services offerts aux membres. Enfin il est déconcertant, selon Gagnon, de voir certains dirigeants syndicaux adopter une logique « économiste » et renier en quelque sorte la raison d'être du syndicalisme dans le but de maintenir leur présence dans un nouvel environnement économique mondial. À son avis, les enjeux soulevés par cette situation sont avant tout politiques car il s'agit de la distribution et de l'exercice du pouvoir et s'il veut s'adapter à cet environnement, le mouvement syndical doit se restructurer à l'échelle internationale.

Dans son ensemble, la deuxième partie est une analyse relativement bien documentée et dynamique des grands enjeux que doit affronter le syndicalisme

québécois dans les années à venir. L'auteure montre de façon précise que le mouvement syndical est le produit de son passé et qu'il se retrouve aujourd'hui, avec les restructurations qui ont lieu dans les entreprises et l'ouverture des marchés, en contradiction avec certaines valeurs véhiculées par son héritage. En ce sens, deux grands défis se posent au syndicalisme québécois. Primo, il doit s'assurer d'être un acteur socio-politique majeur à tous les plans; secundo, il doit simultanément supporter un projet social et un projet national qui soit émancipateur. Et cela se joue dans un contexte d'incertitude politique dominé par la question nationale.

Pour terminer, disons que l'auteure remplit de façon honnête le mandat qu'elle s'était fixée en début de livre à

savoir, fournir les éléments nécessaires à une réflexion sur le passé, le présent et l'avenir du syndicalisme. Publié dans une collection qui s'adresse à un large public, l'ouvrage possède la qualité indéniabla d'éclairer sous un angle nouveau le rôle politique du mouvement syndical, une facette sur laquelle d'autres ouvrages passent souvent trop rapidement et qui est généralement méconnue du grand public. Pour la même raison, cet ouvrage pourrait être utile aux étudiantes et étudiants de relations industrielles qui abordent pour la première fois la question du syndicalisme. Ils y trouveront certainement matière pour stimuler une réflexion critique sur l'avenir du syndicalisme.

MICHÈLE BILODEAU
Université Laval

Working for the Union: British Trade Union Officers

by John KELLY and Edmund HEERY, Cambridge, England, Cambridge University Press, 1994, 228 p., ISBN 0-521-38320-X.

This book is destined to become a classic of the industrial relations literature. It is the only volume that I know of using multiple research methods to study the activities of trade union officers. Based on the data thus collected the authors develop conclusions which seriously challenge some of the traditional theories of how trade unions operate including the widely accepted theory of trade union bureaucracy.

This review will discuss the following aspects of the volume: the research methodology used; the main topics covered; the key themes set forth; and the significance of this work to industrial relations.

The rigour and thoroughness of the research methodology are impressive. During the period 1985 through 1991 the authors observed 27 local trade union officers from four different unions at work. Detailed records were kept of the meetings and activities of these officers

over a one year period. This observation data was coded and subsequently statistically analyzed. This data was supplemented by three questionnaire surveys to a population of 273 officers in the original four unions and in three additional unions. This data was also coded and statistically analyzed. These analyses were used throughout the volume to support the basic themes which focused on officer values as key determinants of officer actions.

Unfortunately however the quantitative results are presented in such a way that only advanced students of industrial relations would have the fortitude to plow through the detailed statistical analysis in each chapter. This is unfortunate because the data paint a fascinating picture of British trade unionism and one that would be of interest to a more general readership. The volume could have been made more 'reader friendly' by either putting more of the quantitative